

Études internationales

Études
internationales

Ward, Barbara, D'Anjou, Lenore and Runnals, J.D. (eds.), *The Widening Gap : Development in the 1970's*, Columbia University Press, New York, 1971, xii + 373 p.

F. A. Siddiqui

Volume 3, numéro 3, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700242ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700242ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Siddiqui, F. A. (1972). Compte rendu de [Ward, Barbara, D'Anjou, Lenore and Runnals, J.D. (eds.), *The Widening Gap : Development in the 1970's*, Columbia University Press, New York, 1971, xii + 373 p.] *Études internationales*, 3(3), 439–441. <https://doi.org/10.7202/700242ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1972

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

rêts qui forcément entrent en conflit. Un compromis ne sert ni les uns ni les autres, mais pour « équilibrer » sa politique, le gouvernement doit constamment réviser sa position. En plus des intérêts domestiques, étant donné la dimension économique du pays, les États-Unis doivent encore prudemment tenir compte des répercussions économiques et des conséquences politiques que peut avoir leur politique commerciale sur les autres nations.

En passant en revue les derniers développements de la politique commerciale américaine, l'auteur souligne que l'augmentation des dépenses militaires qu'accompagne une croissance plus rapide des importations que des exportations a causé des déficits chroniques de la balance des paiements. En conséquence, les problèmes de balance des paiements et l'absence de législation pour remplacer le *Trade Expansion Act* de 1962, qui est périmé, ont donné naissance à une tendance de plus en plus protectionniste dans le corps législatif et le monde industriel. Autre symptôme plus grave encore, les organisations ouvrières qui, traditionnellement, adhéraient à la doctrine du libre échange ont rejoint les rangs des protectionnistes.

À présent, quels choix s'ouvrent aux États-Unis ? D'après l'auteur, il y en a trois : 1) un retour au protectionnisme ; 2) une politique totale de libre-échange ; 3) le maintien et le développement de la politique de libéralisation du commerce. Après examen de ces options et à la lumière de la réalité politique aux États-Unis et ailleurs, l'auteur choisit la troisième solution. Ce fut d'ailleurs la politique déclarée des États-Unis pour les trois dernières décennies ou presque. On avance à juste titre que non seulement le protectionnisme porterait atteinte au prestige international des États-Unis, mais serait contraire aux lois de l'économie, à la fois pour les Américains et les autres pays une fois la guerre de représailles déclarée. Espérons que les désagréables souvenirs des années de la dépression économique sont encore frais à la mémoire.

En ce qui concerne la doctrine libre-échangiste, l'auteur émet des doutes et des réserves. Examinant quelques-uns des problèmes soulevés par le libre-échange, il souligne que « en fait, les protectionnistes désireux de remettre à plus tard la libéralisation du commerce pourraient se servir des pourparlers concernant le libre-échange comme d'un rideau de fumée,

surtout étant donné que le succès final demeure incertain ».

Ensuite, en moins d'une quarantaine de pages, l'auteur essaie de passer en revue dix problèmes spécifiques de la politique commerciale qu'il importe, selon lui, de prendre en considération, quelle que soit, en fin de compte, la ligne de conduite adoptée par les Américains. Outre les problèmes tarifaires, ce sont : les mesures non tarifaires, l'agriculture, les pays en voie de développement, les blocs régionaux, les investissements étrangers, les affaires monétaires internationales, le commerce entre l'Est et l'Ouest, les accords domestiques et l'administration des politiques. Excepté peut-être les questions des mesures non tarifaires et de l'agriculture, les autres sujets abordés, à moins d'être un spécialiste, manquent de largeur de vue et n'offrent qu'un intérêt limité. Pour le simple lecteur à qui s'adresse ce livre, l'auteur réussit à broser un tableau assez net d'un problème plutôt complexe.

En conclusion, on est d'accord avec l'auteur qui observe que « l'administration qui ne soumet pas de projets, quels qu'ils soient, en matière de politique commerciale, court le risque de voir cette politique se développer au hasard plutôt que selon un plan prévu. Jusqu'à un certain point, la preuve nous est fournie par les événements de l'an passé, par les prétendues "mesures économiques de Nixon" ».

F. A. SIDDIQUI

Économique,
Université Bishop.

WARD, Barbara, D'ANJOU, Lenore and RUNNALS, J. D. (eds.), *The Widening Gap : Development in the 1970's*, Columbia University Press, New York, 1971, xii + 372p.

En février 1970, l'Université Columbia organisait une conférence sur le développement économique international afin de donner suite aux recommandations du Rapport Pearson. Publié à l'issue de cette conférence, ce livre rapporte les communications, les débats et les échanges qui ont eu lieu au cours de cette rencontre. Il traite de certains problèmes politiques du développement international qui se présentent aux pays en voie de développement et aux pays développés, et qui sont d'une im-

portance capitale et prêtent à controverse. C'est une tâche ardue d'agencer, de résumer et de présenter d'une manière cohérente les différents points de vue, opinions et commentaires exprimés par de nombreux participants d'avis totalement opposés sur des questions qui soulèvent naturellement la polémique. Les éditeurs de ce volume ont remarquablement réussi ce tour de force. Par exemple, en tête de chaque chapitre du livre est rapporté « le débat » ; cette partie résume les principaux points soulevés au cours des discussions lors de la tenue de la conférence et introduit les communications individuelles qui font suite.

Une brève introduction et cinq chapitres constituent le sommaire du livre. Les chapitres traitent des quatre principales recommandations de la Commission Pearson, soit : 1) un taux de croissance de 6 % pour les années '70 ; 2) la libéralisation du commerce ; 3) l'amélioration de la façon d'envisager les investissements ; et 4) une révision complète du principe de l'aide extérieure.

Le premier chapitre qui donne le ton au reste du livre passe en revue les implications de l'objectif de 6% comme taux de croissance dans les pays en voie de développement, et les changements structurels qu'un tel taux pourrait amener ou imposer à ces pays. Les articles des professeurs Chennery et Wellisz méritent une attention spéciale. Le premier donne une bonne analyse du processus de croissance, basée sur son étude de survol économique. D'après lui, la transformation et le bon développement des ressources sont essentiels, mais présentent plus de difficultés que l'accumulation et leur mobilisation pour maintenir la croissance. Le second aborde le problème de l'Inde et du Pakistan où un taux de croissance de 6% fera grimper le revenu *per capita* à près de \$200, d'ici la fin du siècle, comparé à environ \$7 000 dans les pays développés.

« Les Secteurs de développement », qui font l'objet du deuxième chapitre, sont des questions très importantes mais qui sont traitées de façon superficielle et insuffisante. C'est uniquement un recueil de nombreux extraits et citations des communiqués présentés à la conférence et traitant de sujets tels que le chômage, la démographie, l'éducation, l'urbanisation, « la révolution verte » et le milieu.

Le troisième chapitre offre une discussion animée et une analyse critique du cadre actuel du commerce international et des disponibilités

qui, selon les auteurs, ne rencontrent pas les objectifs des pays en voie de développement. La situation apparaît vraiment désespérée à certains étant donné que les pays riches jouent le jeu du commerce international en se disant : « je gagne de toutes les façons ». C'est vrai non seulement en ce qui concerne le commerce des denrées et des services, mais également lorsqu'il s'agit de la circulation des capitaux. Quant à l'insuffisance des capitaux disponibles pour le développement, Robert Triffin critique vertement l'attribution arbitraire qu'en fait la SDR, qu'il considère « moralement répugnante », « économiquement absurde » et « politiquement peu viable » et propose le rattachement de la SDR à l'Aide au développement.

« Les investissements privés », tel est le sujet du quatrième chapitre, qui est assez court. On y trouve un article de Harry Johnson et un autre d'Albert Hirschman. Remarque intéressante : dans les pays en voie de développement, les investissements privés, qui s'élèvent à environ \$2.7 milliards par an, n'ont guère augmenté pendant les deux dernières décennies et les bénéfices, quel qu'en soit le montant, sont inégalement répartis ; environ la moitié des investissements directs sont investis dans les minerais, environ 40% dans le pétrole, et la moitié de tous ces investissements est fait en Amérique latine. Harry Johnson considère les entreprises multinationales comme des agents susceptibles de favoriser la croissance et d'être un facteur d'unification à l'échelle du monde. Hirschman par ailleurs, trouve que les investissements privés étrangers, si l'on se place uniquement du point de vue du développement, présentent « un avantage mitigé » au mieux qui « deviendra sans doute nuisible... » dans le contexte de l'Amérique latine.

Les articles du cinquième chapitre traitent des « Rapports avec l'Aide ». C'est une excellente critique et une bonne estimation des recommandations de la Commission Pearson en ce qui concerne l'Aide. Fondamentalement, la Commission Pearson est en faveur de l'accroissement et de l'extension de l'Aide, à 1% du GNP des pays donateurs, et pour leur rendre plus agréable du point de vue politique, elle suggère des mesures qui augmenteraient l'efficacité de l'Aide au développement. Les critiques des propositions faites par la Commission fusent de toutes parts et se résument ainsi : 1) 1% du GNP est insuffisant ; 2) les mesures pour accroître l'efficacité de l'aide

obligeraient à une ingérence abusive et peu souhaitable dans les affaires intérieures des pays qui reçoivent de l'Aide ; 3) il y a des dangers de voir augmenter la vulnérabilité et la dépendance économique et politique des pays bénéficiaires.

Cet ouvrage nous fournit un examen complet

et encourageant des implications du « fossé qui s'élargit entre les pays riches et les pays pauvres » et nous indique une nouvelle orientation pour l'avenir.

F. A. SIDDIQUI

Économique,
Université Bishop.

2. OUVRAGES REÇUS

———, *Annales d'études internationales — 1972 / Annals of International Studies, 1972* (publiées par l'Association des anciens étudiants de l'Institut universitaire de hautes études internationales), Établissements Émile Bruylant, Bruxelles, 1972, 260p.

———, *Études et travaux de l'Institut universitaire des hautes études internationales, Les Résolutions dans la formation du droit international du développement*, Genève, 1971, 190p.

BALL, A. R., *Modern Politics and Government*, The MacMillan Company of Canada Ltd., Toronto, 1971, 287p.

BALOGH, Thomas, *Partenaires inégaux dans l'échange international*, Dunod Éditeur, Paris, 1971, 268p.

BARBEAU, Victor, *Le Français du Canada* (Nouvelle édition revue et considérablement augmentée), Librairie Garneau, Québec, 1970, 303p.

BERGFELD, A. J., EARLEY, J. S., et KNOBLOCH, W. R., *De l'analyse des coûts à la fixation des prix pour la rentabilité et l'expansion de l'entreprise*, Éditions Hommes et Techniques, Paris, 1968, 137p.

BLUM, Léon, *Le socialisme démocratique*, Denoël, Paris, 1972, 213p.

BOISSONNAULT, Chs.-M., *Histoire politico-militaire des Canadiens français*, Librairie Garneau, Québec, 1967, 310p.

BOURGUINAT, Henri, *Marché des changes et crises des monnaies*, Calmann-Lévy, Paris, 1972, 328p.

CALVERT, Peter, *Revolution*, The MacMillan Company of Canada Ltd., Toronto, 1970, 174p.

CHAPMAN, Brian, *Police State*, The MacMillan Company of Canada Ltd., Toronto, 1971, 150p.

———, OCDE, Comité des marchés financiers, *Organismes de placement collectif*, Paris, 1972, 79p.

CONSTANTINESCO, L.-J., *Introduction au droit comparé*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1972, 243p.

CORNEVIN, M., *Histoire de l'Afrique contemporaine*, Petite Bibliothèque Payot, 1972, Paris, 426p.

DALLIER, Patrick, *L'harmonisation des législations douanières des États-membres de la CEE*, L.G.D.J., 1972, 345p.

DAWSON, Philip, *Provincial Magistrates and Revolutionary Politics in France, 1789-1795*, Harvard University Press, Cambridge, 1972, 424p.

DOBELL, Peter C., *Canada's Search for New Roles*, Oxford University Press, Don Mills, 1972, 161p.

ÉTIENNE, Gilbert, *L'Afghanistan ou les aléas de la coopération*, Presses Universitaires de France, Paris, 1972, 294p.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES : *Allemagne*, OCDE, Paris, 1972, 92p.

———, *États-Unis*, OCDE, Paris, 1972, 63p.

———, *Japon*, OCDE, Paris, 1972, 88p.

FRANKEL, Joseph, *National Interest*, The MacMillan Company of Canada Ltd., Toronto, 1970, 173p.

FREUND, Julien, *Le nouvel âge. Éléments pour la théorie de la démocratie et de la paix*, Éditions Marcel Rivière & Cie, Paris, 1970, 247p.